



## MÉDITATION

## LE SAINT DU JOUR

Jeudi

**Saint Denis (III<sup>e</sup> siècle).** Envoyé par le pape pour annoncer l'Évangile en Gaule, Denis devint le premier évêque de Paris. Avec ses deux compagnons, le diacre Éleuthère et le prêtre Rustique, il mourut décapité vers 260. Vénéralisé dès le IV<sup>e</sup> siècle, il est enseveli là où s'élève la basilique de Saint-Denis.

## Vendredi

Saint Ghislain

**VENDREDI  
DE LA 27<sup>e</sup> SEMAINE  
DU TEMPS ORDINAIRE**  
(Luc 11, 15-26)

« **C**elui qui n'est pas avec moi est contre moi ; celui qui ne rassemble pas avec moi disperse. » Cette phrase de Jésus est sans doute une des pointes de cette page d'Évangile : cette passion de l'unité qui se caractérise par l'expulsion des démons.

Le Christ est venu unir l'homme avec lui-même, avec Dieu et avec les autres hommes, comme l'illustre parfaitement son grand commandement de l'amour. Car l'amour unifie. Le

tentateur veut, au contraire, diviser, séparer. Pour séparer l'homme de Dieu son Père, il lui montre d'autres dieux qui accaparent son attention : argent, pouvoir, etc. Chacun peut nommer lui-même ces dieux mensongers qui divisent son propre être. En cela, il est homicide et enferme l'homme dans l'individualisme, en le détournant des sources de la vie. Seul l'amour unifie. L'amour de Dieu, qui permet à l'homme d'être totalement lui-même, et l'amour

du prochain, qui vivifie le monde. Tout ce qui en détourne détourne de l'autre, détourne de soi-même.

Le choix qui est proposé aujourd'hui est donc radical : ou bien vivre de l'amour de Dieu et laisser la vie circuler, ou bien se renfermer dans son monde en s'isolant de Dieu et des hommes.

DOMINIQUE RENARD

Autres textes : Galates 3, 6-14. Psaume 110.



## COURRIER

La Croix, 18, rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex  
lecteurs.lacroix@bayard-presse.com

## La crise financière internationale

(...) Cette nouvelle crise nous montre très clairement que la situation actuelle où on laisse les capitaux faire ce qu'ils veulent est une situation qu'il faut changer : bien sûr il y aura, il y a déjà, des conséquences concrètes ; et si on la laisse faire, ça continuera.

La seconde certitude : il ne faut pas attendre de ceux qui, je le crois sincèrement souvent de bonne foi, croient qu'ils ont tout compris, qu'ils vont repérer des erreurs et chercher des pistes nouvelles... ne serait-ce que l'idée géniale de régulations mondiales !

C'est à nous, à chaque État, d'avoir une législation qui lui permette de garder sa liberté sans la remettre à des savants financiers, à des experts. Ce n'est pas du tout un problème dû au capitalisme : c'est à l'État, en démocratie, de maîtriser l'équilibre entre travail et capital. L'argent-roi, c'est la disparition des États qui ne peuvent plus avoir de politique de solidarité, d'environnement, de développement, d'aide aux pays émergents. (...)

**Jacques de Montety**  
(Indre-et-Loire)

**Un fils ayant dilapidé tout son héritage, et se trouvant sans ressources, retourne chez son père.** Celui-ci est face à un véritable dilemme, soit renier son voyou de fils, soit fêter le retour de son enfant. Il choisit de se réjouir et de tuer le veau gras. Son autre fils, resté fidèlement à la maison, est mécontent, il trouve cet accueil injuste, et on le comprend. Mais le père a raison. Qui en doute ?

Nos financiers prodigues ont dilapidé un héritage autrement plus précieux que l'argent, notre confiance. Sans ressources, ils se tournent aujourd'hui vers l'État, père symbolique. Que doit faire ce dernier ? Le dilemme est sérieux et réel. Il divise les États-Unis, il divise l'Europe, il divise chaque pays européen... Le bon choix, qui en doute ? C'est celui du père du récit biblique, tuer le veau gras, même s'il nous en coûte des centaines de milliards de dollars.

Que se passera-t-il après ? La Bible ne le dit pas. On verra bien.

**Denis Monod-Broca**  
(Paris)

**Dans La Croix du 26 septembre, Sébastien Barbé nous donne trois excellentes raisons pour que la Chine soit rattrapée par la crise américaine.** J'aimerais ajouter une quatrième conséquence, positive celle-ci. Je pense que les pays occidentaux vont voir leurs investissements technologiques ralentir considérablement par manque de capitaux. La Chine par contre ne manque ni de liquidités, ni de « cerveaux ». C'est donc pour elle une remarquable chance de rattraper son retard technologique. La Chine de demain ne sera plus seulement notre fournisseur de jouets ou de T-shirts. Attendons-nous à la voir faire un grand bond en avant technologique.

**Roger Saint Pierre**  
(Charente-Maritime)

**Il est consternant d'entendre nos « experts » proclamer depuis la chute de Lehman Brothers que la débâcle financière était imprévisible.** Voilà des mois que la bulle du crédit gonfle à coups de milliards de dollars sur le dos de clients insolubles et qu'on nous dit que le système bancaire international est sain. La vérité est que tous ces experts et grands banquiers, qui toisent le monde du haut de leurs certitudes, ne sont que des incompetents et des menteurs. Quand on voit que ces génies de la finance, qui s'octroient des salaires pharaoniques, ont perdu 1 000 milliards de dollars en quelques jours et qu'ils se permettent de donner des leçons de morale au particulier qui a 10 € de découvert, on se dit que l'effondrement de leur empire n'est peut-être qu'un moindre mal comparé aux méfaits qu'il pourraient encore engendrer dans le futur. Un désastre planétaire sans responsables, ça n'existe pas.

**Jacques Guillemain**  
(Yvelines)

**Ainsi la cause est entendue :**

La crise des subprimes annonce, au pire, l'effondrement du « néo-capitalisme », au mieux, une intervention énergique de l'état « régulateur », sorte de chevalier blanc au secours des victimes de nos vilains patrons assoiffés de profit.

La réalité, en tout cas la réalité politico-économique, est bien différente !

C'est bien l'interventionnisme de l'État fédéral américain qui est à l'origine de ce désastre :

– La moitié des hypothèques « pourries » sont, aux États Unis, détenues par Freddie Mac et Fannie Mae, organismes sous contrôle de l'État fédéral, légalement tenus de prendre en charge le refinancement de prêts immobiliers. Le gouvernement fédéral a ainsi garanti pendant des décennies une politique subventionnant l'achat de logements par les catégories sociales les plus défavorisées, celles qui, en l'occurrence, présentaient les risques d'insolvabilité les plus importants. L'État fédéral est donc aujourd'hui, très logiquement, sommé de souscrire à ses engagements de garantie.

– L'autre moitié des hypothèques est à l'origine d'une construction financière hautement spéculative : les experts financiers, toutes banques confondues, ont ainsi réussi à mélanger les créances clients, les plus risquées comme les meilleures, sous forme de « titrisation ». Le risque associé à ces outils sophistiqués aurait dû être sanctionné par le marché, à condition de... laisser jouer les mécanismes du marché !

Or, cédant aux pressions amicales du gouvernement, la Fed, soucieuse, selon elle, de ne pas pénaliser la croissance, a maintenu artificiellement des taux d'intérêt particulièrement bas, gommant ainsi les risques des banquiers, repoussant les échéances, et du coup, entretenant la bulle spéculative.

**Emmanuel Sala**  
(Paris)

**Je voudrais une nouvelle fois vous féliciter de l'excellent traitement que vous faites dans vos colonnes**

**de la crise financière :** les doubles voire triples pages pour donner le point de vue de tous fait honneur à l'objectivité et à la qualité de l'ensemble de votre rédaction. J'en prendrai encore pour exemple l'édition du 6 octobre avec en plus le point de vue de l'Église.

J'ai particulièrement apprécié le billet de Guillaume Goubert intitulé « Le test européen », de même que j'avais beaucoup aimé la rencontre avec Jean-Claude Juncker, ce remarquable Européen actuel président de l'Eurogroupe.

Je me suis dit qu'à quelques mois des élections européennes il serait très opportun de dire à vos lecteurs tout l'intérêt qu'il y aurait à avoir un Parlement européen capable de se saisir des nécessaires coordinations à mettre en place pour permettre de sauver le système capitaliste, de mettre en place dans ce nouveau système de véritables règles de régulation pour permettre un partage plus équitable de la richesse produite. Cela donnerait de mon point de vue un autre intérêt pour le citoyen qui serait alors concerné concrètement dans sa vie de tous les jours. Mais quels sont les partis prêts à agir de la sorte et désireux de retrouver la nécessité de faire de la politique pour faire avancer la prise en compte des problèmes des citoyens européens.

Ce serait pourtant une belle occasion de montrer l'importance d'une vraie concertation entre les pays européens pour contrer les dérives de la mondialisation basée seulement sur le tout-finances égoïste. On pourrait ainsi faire faire de grands pas à l'Europe pour prendre vraiment en compte les soucis de tous les Européens.

J'aimerais tant que la campagne des élections de 2009 serve au moins à cela, mais sans doute est-ce un rêve ? Pourtant, je suis convaincu que la rédaction de La Croix a toutes les qualités pour accompagner un tel challenge au service de nos contemporains.

Merci de nous avoir permis de rêver que nous pourrions participer à la mise en place d'un espace euro-

péen préoccupé par l'ensemble de ses habitants. Ce devrait être plus aisé en période de crise puisque les uns et les autres sont plus sensibles à une résolution commune des difficultés de l'ensemble.

**François et Catherine Charles**  
(Puy-de-Dôme)

**En dehors des défunts chèques postaux, qui dénonçait à la Banque de France le premier franc de solde négatif, tous les banquiers prêtent de l'argent, et se font payer pour cela :** c'est leur objet social et leur gagne-pain. Dire que les banques vont resserrer ou renchérir le crédit vertigineusement, c'est supposer qu'elles vont cesser de vouloir gagner leur vie. Même si certains établissements ont été imprudents, fondamentalement, ils recommenceront pour ne pas disparaître. Le pessimisme médiatique actuel permet aux banques de justifier des taux d'intérêt à la hausse, ce qui a des limites grâce à la concurrence entre établissements : vous aurez remarqué les campagnes de promotion pour des assurances-vie et des formules d'épargne inédites, qui se développent : elles reflètent les besoins urgents en capitaux des établissements financiers : ce sont eux qui ont le plus besoin de crédits dans la tempête présente.

**Christian Enlart**  
(Pas-de-Calais)

**Je suis avocat fiscaliste depuis que j'ai pris ma retraite d'enseignant du droit fiscal.**

Le premier rôle de l'impôt, c'est quand même de financer le coût de fonctionnement de ceux qui nous gouvernent. Or ce coût dépend étroitement des « besoins » de nos dirigeants : quelles rémunérations, quels avantages en nature, etc. Cette question n'est que très rarement abordée en France. Mais l'un de mes vieux amis, ancien ministre des finances d'un très grand pays étranger, reste scandalisé du train de vie de la très haute fonction publique française... (...)

**Olivier Masson**  
(Eure)